

Grand débat national

Mercredi 6 février / Centre Rabelais

Classement par thèmes

Fiscalité et dépenses publiques

- Il faut faire revenir l'argent de la fraude fiscale, interdire la fraude fiscale par de vrais moyens légaux.
- L'égalité des salariés est pronée depuis toujours, il faut dégager des capitaux pour renflouer les caisses de l'Etat.
- L'argent public est dépensé pour soi disant créer de l'emploi, et cela ne donne rien. Les entreprises qui bénéficient de ces aides devraient être sommées de rendre l'argent avec un bonus.
- Il faudrait prendre des mesures concrètes, obliger les exilés fiscaux à payer leurs impôts sous peine de perdre la nationalité française. Il faudrait des accords entre les Etats pour empêcher l'ouverture de comptes bancaires pour ces fraudeurs. C'est une mesure qui existe aux Etats-Unis et qui fonctionne.
- Les taux d'imposition sont très différents d'un pays à l'autre en Europe, harmoniser ces taux.
- Développer des peines planchers pour les fraudeurs, au minimum 2 ans (On sait qu'en France, les peines en dessous de 2 ans ne sont pas appliquées).
- Il y a une évaporation des recettes des multinationales notamment dans les pays où la fiscalité est faible (Irlande...).
- Cette chasse aux voleurs va prendre du temps, car il faut des protocoles internationaux, l'Europe est lente. Les entreprises risquent de partir si le contrôle est trop drastique. Il est utopique de croire que l'on pourra récupérer tout cet argent.
- L'urgence aujourd'hui, c'est le pouvoir d'achat pour les retraités, les actifs... Il faut des mesures concrètes qui permettent d'économiser sur les coûts de structure. Combien coûte l'Etat ? Quelles économies on peut faire ?
- Ne pas confondre fraude et optimisation, qui est légale. Cela doit se régler au niveau européen et mondial. La fraude à la TVA est actuellement le principal poste de fraude.
- Le problème fondamental en France, c'est que nous avons un niveau de dépenses publiques et de prélèvement des plus élevés de l'OCDE. Notre système de redistribution est plus généreux qu'ailleurs.
- fraude représente en France 100 milliards d'euros quand le déficit de l'Etat est de 80 milliards d'euros. Le gouvernement a réagi en fonction des gilets jaunes, a baissé les charges sociales, continue à aider les entreprises avec le CICE. C'était une erreur de supprimer l'ISF. Il faut taxer les revenus du capital avec la Flat tax (revenus générés par la plus value sur les actions).
- Le problème des dépenses est apparemment tabou en France. Les communes ont des problèmes de sur-dépenses. Les allemands dépensent 30 % en moins que nous dans l'éducation. Y' a t'il des dépenses inutiles ? Certains secteurs semblent intouchables.
- Les 2 systèmes français et allemands ne sont pas comparables.
- A propos de l'imposition, il y a une différence entre les personnes propriétaires ou non. Louer coûte très cher. Il y a aujourd'hui de la spéculation immobilière, cela rapporte plus

- que la bourse est c'est moins taxé ! Cela pénalise car pas de création d'emploi.
- Je suis favorable au système anglo-saxon, les gens perçoivent un salaire brut et se débrouillent pour payer leurs assurances, etc.
 - On a une très mauvaise rentabilité du capital en France. Si on veut redistribuer, il faut produire mais on a besoin de capital ! Si le capital est trop taxé, les gens n'investissent pas. Le partage salaire/profit se dégrade depuis 20 ans au détriment des profits.
 - Les mesures de suppression de l'Exit Tax sont incompréhensibles. Il faut un rétablissement de cette taxe. Il faut une coopération internationale pour sanctionner les Etats devenus des paradis fiscaux. Les Etats Unis interdisent aux entreprises de travailler avec certains pays, on devrait pouvoir le faire aussi !
 - Concernant les dépenses publiques, il semble difficile de réduire les effectifs de fonctionnaires. exemple d'actualité la viande avariée venant de Pologne: les services vétérinaires par leur contrôle nous protègent. Il faut conserver un État fort pour pouvoir nous protéger. Il faut dire non à la libéralisation à tout va.
 - Plus il y a de gens qui travaillent et plus il y a de revenu généré. Je suis choqué par le profit des grandes entreprises, il y a une injustice énorme avec les personnes qui touchent le SMIC. Les multinationales ne paient pas correctement les gens sous couvert de mondialisation. Il n'y a pas, aujourd'hui, de feedback sur les emplois générés grâce au CICE ou aux aides directes. Les entreprises ne jouent pas le jeu. Peu de crédits, impôts pour la recherche.
 - Il existe des inégalités en Europe par rapport à l'impôt sur les sociétés. Les grosses entreprises, les GAFAs... sont domiciliées dans des pays comme l'Irlande où ils ne paient pas d'impôts. Il faut favoriser les coopératives ouvrières, revaloriser le dialogue social. Les salariés sont laminés, il faut redonner du sens au débat dans les entreprises.
 - Il y a eu une période où l'Etat français était un modèle en terme de dépenses publiques. Aujourd'hui on bascule dans un monde capitaliste. Les pays en émergence sont très puissants et vont nous écraser dans les décennies à venir car nous n'aurons pas su travailler avec eux.
 - La plus grande crainte des citoyens, c'est la peur du changement fiscal, de l'évolution des taxes.
 - On ne connaît pas suffisamment les retombées des impôts. Il y a un manque de lisibilité, de transparence, donc il est difficile d'accepter de faire des efforts.
 - La fraude fiscale est en hausse (à rapprocher du déficit fiscal). Les contrôles dans les entreprises ont baissé. On aide les entreprises qui licencient.

Démocratie et citoyenneté

- Nous sommes tous prisonniers du système. Il a ses limites. Les élus se décarcassent, ils sont dépassés. Il y a un vrai problème de démocratie.
- Les dés sont pipés, les jeunes savent que tout est joué d'avance. C'est pour ça qu'ils ne sont pas présents ce soir par exemple.
- Il existe des inégalités en Europe par rapport à l'impôt sur les sociétés. Les grosses entreprises, les GAFAs... sont domiciliées dans des pays comme l'Irlande où ils ne paient pas d'impôts. Il faut favoriser les coopératives ouvrières, revaloriser le dialogue social. Les salariés sont laminés, il faut redonner du sens au débat dans les entreprises. Exemple: en Irlande il existe des assemblées populaires régionales qui débattent de sujets de société.
- Concernant le référendum citoyen, je ne suis pas favorable. Je propose plutôt des assemblées générales tirées au sort, qui débattent de grands problèmes de société. Il faut

- favoriser ce débat qui permet de dédramatiser. Il faut débattre en amont pour faire avancer la démocratie. C'est aussi le rôle des réseaux sociaux.
- Le vote blanc est un suffrage exprimé, il devrait être reconnu. Peut être y aurait il moins d'abstention !
 - Certaines communes n'ont qu'une seule liste qui se présente aux municipales. Il n'y a pas de contradiction des idées donc il n'y a plus de démocratie, chacun semble avoir mieux à faire. Les gens doivent être acteurs, s'impliquer. Les syndicats représentent parfois une minorité dans les entreprises. Il faut amener plus de dialogue.
 - On a besoin de se rassembler, de parler. Dans la vie réelle – contrairement aux réseaux sociaux – on fait l'effort, on argumente. L'expression est plus simple et plus maîtrisée.
 - Le vote doit être un devoir. Nos ancêtres se sont battus pour ça.
 - Entre ouvriers et dirigeants, il y a de moins en moins de communication. De la même manière, il faut retrouver du dialogue entre le gouvernement et les citoyens.
 - Réflexion à propos de ce débat : est-ce un débat de gouvernance ? Le président a été élu. On n'est pas au gouvernement. On se fait avoir. Que vont ils faire de tous ces débats ? Ici, beaucoup de gens âgés, nous ne sommes pas réellement concernés par la pauvreté. L'abstention est de plus en plus importante. La politique n'intéresse plus des gens. J'ai l'impression que nous sommes loin des revendications de départ des gilets jaunes. Le seul point positif : cela permet aux gens de rediscuter entre eux.
 - Quelle issue pour ce débat ? Référendum, dissolution de l'assemblée nationale ? Impression d'un débat imposé. Il aurait dû commencer plus tôt.
 -

Organisation de l'État et des services publics

- On compare la France avec ses taux de prélèvements mais pas avec sa qualité de service public. La France a rendu publics des services qui sont privatisés dans d'autres pays . On fait les équivalences sur le coût du travail mais pas sur les mêmes lignes.
- Tout est une question de choix de société, une histoire de modèle. Nous avons les avantages de la sécurité sociale, de la retraite, du chômage... Si on privatise tout, vers quel modèle on va ? Voulons nous tout libéraliser ?
- On voit aujourd'hui une grande méfiance vis à vis des élus, certains ont une rémunération très forte. On a le sentiment qu'ils sont complètement déconnectés du peuple, il est difficile pour eux de faire le bon choix alors qu'ils gagnent 10 fois plus que le salaire médian.
- Je suis contre le cumul des rémunérations. Même s'il y a cumul de 2 mandats, il faudrait conserver uniquement l'une des 2 rémunérations. Limiter à 2 mandats maximum pour que ces personnes soient moins déconnectées des choses, qu'elles travaillent dans la société civile et ne fassent pas carrière dans la politique.
- Les élus devraient passer un examen (ou une formation) avant de postuler pour un mandat. C'est une tâche importante qui engage de nombreuses personnes. Ils seraient ainsi plus à même de prendre des décisions.
- Un examen n'est selon moi pas une bonne idée. Prenez le cas de Monory, qui a été ministre de l'économie avec un CAP. Au 19e siècle, les députés étaient des personnes de la société civile, agriculteurs, ouvriers, qui ont fait bouger les choses. L'examen, c'est le suffrage universel !
- Concernant l'examen des élus, il devrait être moral. Les élus sont couverts au niveau judiciaire. Il faut réduire le nombre de mandats dans la durée, à 2 maximum. Les gens qui

font carrière dans la politique, c'est impossible ! M. Macron s'est engagé à réduire le nombre de sénateurs et de députés.

- Concernant les dépenses publiques, il semble difficile de réduire les effectifs de fonctionnaires. exemple d'actualité la viande avariée venant de Pologne: les services vétérinaires par leur contrôle nous protègent. Il faut conserver un État fort pour pouvoir nous protéger. Il faut dire non à la libéralisation à tout va.
- Les fonctionnaires dans le discours public sont victimes de discours négatifs ainsi que certains élus alors que certains ceux du terrain sont dévoués.
- Il y a un problème en France avec les élections à 2 tours qui ne représentent rien et créent des programmes pourris, une incohérence dans les choix politiques liée à l'association de différents partis entre eux. Différencier les élus de haut niveau et ceux de l'échelle locale. Les acteurs départementaux ou régionaux font leur travail, gèrent leurs budgets. Il doivent faire des compte-rendus plus réguliers.
- Suppression de l'ENA ?
- Les services publics sont de qualité dans nos communes. La population est exigeante. C'est un cercle infernal, on demande beaucoup au service public. Il faudrait rendre des services à la population tout en équilibrant son budget, c'est parfois difficile.
- Le millefeuille administratif est trop important. Il faut réduire le nombre d'administrations.
- La suppression de la taxe d'habitation va à l'encontre des collectivités. Il faut donner aux collectivités locales les moyens de s'autogérer. Réformer les collectivités. Les emprunts toxiques sont un scandale d'Etat.
- Les français se reconnaissent dans le maire, on lui parle. La légitimité des autres collectivités est remise en cause, pas celle de la mairie. Les collectivités locales doivent s'impliquer dans l'écologie. Avec les commerces de proximité, le transport...
- Il existe une forme de confiance dans le maire mais les élus municipaux sont inquiets. C'est difficile de tenir cette fonction quand on travaille. On a un rôle minime, on est intégré dans des structures plus importantes. Le pouvoir s'en va, on a moins accès aux décisions. Il reste l'action sur les personnes ayant des difficultés. Ils se sentent méprisés alors qu'on leur demande aujourd'hui d'animer le débat.
- Ne pas faire coïncider les législatives et les présidentielles.
- Election à la proportionnelle serait mieux.

Transition écologique

- Je n'ai pas envie de laisser à mes enfants et petits enfants une planète à l'abandon. La transition écologique peut générer de l'emploi, de l'argent.
- trahison du ministère de l'écologie qui, il ya quelques années à inciter à l'achat de véhicule qui consomme moins et plus tard on reproche aux personnes de rejeter des particules fines! Qu'est ce qui va encore être taxé pour payer le changement?
- On ne met plus l'humain en avant, mais l'argent.
- Il ne faut pas de fiscalité punitive en matière d'écologie. Cela ne fonctionne pas.
- les taxes sur l'essence n'allant pas à la transition écologique c'est ce qui a déclenché la colère ds gilets jaunes.
- La réalité, c'est qu'en tant que citoyens, on n'a pas les moyens de payer cette transition !
- L'europe peut être vecteur de la transition
- Il y a des freins en europe pour mener à bien cette transition : l'ouverture des frontières au commerce international par exemple. La Chine est un rouleau compresseur. Il faut relancer la production française, recréer une souveraineté en terme de compétition. Tout ne doit

pas être décidé à Bruxelles. En commençant par mettre en place l'égalité homme/femme au niveau des salaires.

- La production de CO2, de particules fines se retrouve dans le chauffage, notamment au bois. Il faudrait isoler les logements en location, l'imposer aux propriétaires. Les locataires ont souvent de grosses factures d'énergie. Revoir le parc immobilier, rendre l'isolation obligatoire, cela créerait des emplois.
- Au quotidien, se demander d'où vient ma nourriture ? Acheter local pour ne plus mettre de cargos sur l'océan.
- Concernant l'eau, on devrait pouvoir la réutiliser à des fins personnelles, dans ses toilettes ou son jardin. Il faudrait mettre en place 2 comptages, un pour l'eau consommée et l'autre pour l'eau évacuée. Le remembrement a enlevé des rétentions d'eau, des marais. Adapter la culture aux saisons et aux lieux.
- Faire du mieux que l'on peut chaque jour. Etre un modèle pour les autres. L'Europe, c'est l'avenir. Nous allons entrer dans des périodes de migrations fortes. Il faut apprendre à se parler, se connaître, échanger. Prendre conscience de la richesse des cultures, des échanges, de la diversité. Hors de question de remettre des frontières.
- Etre consomm'acteur. S'engager dans la vie associative, culturelle, sportive, faire vivre sa cité, organiser une fête des voisins près de chez soi pour découvrir la richesse des autres, être ensemble, échanger. Développer les voies de communication douces, le vélo afin d'être acteur au niveau écologique tout en étant en sécurité.
- Les français se reconnaissent dans le maire, on lui parle. La légitimité des autres collectivités est remise en cause, pas celle de la mairie. Les collectivités locales doivent s'impliquer dans l'écologie. Avec les commerces de proximité, le transport...
- Il faut un changement dans les mentalités, le comportement. Faire l'effort d'évoluer individuellement pour l'intérêt général. Chacun doit prendre en charge son quotidien. Les collectivités doivent mettre en place plus de transports publics.
- Le principe d'exemplarité est intéressant, malheureusement il faut parfois contraindre l'être humain. Quand un foyer voit son volume d'eau, d'électricité ou toute autre ressource doubler, il faut augmenter le tarif. On devrait parler de pouvoir de vivre, non de pouvoir d'achat. Les ressources naturelles appartiennent à tous.
- Les niveaux de TVA devraient être différents en fonction des produits, s'ils sont de première consommation, bio, locaux... Taxer l'alcool ou les produits plus nocifs.
- Interdire les DCP, ces navires qui raflent tous les poissons, rejettent les poissons morts à la mer. Changer le système de pêche, financé par Bruxelles qui est une honte.
- Eviter les projets qui mettent des années à être réalisés (exemple de la déviation) pour finalement être interdits par l'Etat après le début des travaux.
- En terme d'écologie, on tape sur les petits, quand il faudrait taper sur les entreprises qui polluent et délocalisent. Le citoyen est devenu le bouc émissaire. Les multinationales produisent sans contraintes. Il faudrait taxer bateaux et avions. Pourquoi importer du poulet ?
- Ecologie : chacun à son échelle peut faire quelque chose. Lire les étiquettes alimentaires. S'approvisionner localement, même si les produits ne sont pas forcément bons !
- Les projets éoliens sont trop longs à mettre en place en France
- L'Etat devrait mener des études sur les systèmes de production d'énergie. Aujourd'hui, il n'y a pas de directive, chacun fait dans son coin. Il manque des grandes orientations.

Autres : emploi, banque, gilets jaunes...

- Pour un jeune, il est difficile d'obtenir un stage, un premier job sans piston. Les entreprises

devraient avoir l'obligation de prendre des stagiaires. Il n'y a pas assez de choses pour faire entrer les jeunes dans les entreprises. Il faut repenser l'apprentissage.

- L'argent tourne, les grands patrons ont l'argent, ils savent l'organiser. Ils obtiennent des subventions. Certaines sont dans un déclin organisé. Notre société est bien faite mais il y a des tricheurs, ceux qui récupèrent l'argent. Il faudrait pouvoir anticiper l'économie. Les entreprises engagent les subventions de l'Etat, il faudrait un retour de l'argent quand il y a dissolution de l'entreprise.
- On est dans une logique de marché libéral de concurrence, mais il n'y a pas de vraie concurrence. Il ne devrait pas y avoir un rapport de force aussi important entre les producteurs et les acheteurs. Les lobbys sont un vrai problème et créent des dysfonctionnements dans le marché.
- Il y a des mesures concrètes à prendre en ce qui concerne les banques. Elles empruntent à l'Europe à des taux dérisoires mais prêtent pour bien plus cher. En France, les gens changent peu de banque, c'est plus compliqué que dans d'autres pays. Pas de portabilité des numéros de compte qui permettraient de mieux comparer. Les banques facturent des frais bancaires très élevés, elles font des bénéfices grâce à ces frais qui ne sont pas justifiés. Cela touche les moins favorisés
- On parle beaucoup de pouvoir d'achat, de besoin d'argent. Mais il faut aussi en créer. 85 % des PME, TPE sont confrontées à des difficultés. Elles n'ont pas accès aux ressources financières de l'Etat. Comment créer de l'argent : par l'activité ! Les entreprises ont besoin de trésorerie. Il faudrait baisser l'impôt sur les sociétés, cela aurait un effet générateur sur les emplois.
- La valeur du SMIC n'est pas un problème en soi, le problème c'est le principe même de SMIC, devenu salaire de référence. Désormais dans les entreprises, il n'y a plus de possibilité d'évoluer, plus de grille de salaire, plus d'échelle. Pas d'espoir d'augmentation.
- Les gros industriels et la grande distribution : nous avons tous un rôle à jouer en tant que citoyen, nous sommes responsables de notre lieu d'achat et de notre manière de consommer.
- Les stagiaires, dans certaines entreprises, sont en turn over. Ils sont payés au lance pierre, cela évite d'embaucher...
- Ce ne sont pas les politiques qui gèrent la société mais les grosses entreprises, soucieuses de ce qu'elles vont donner aux actionnaires. N'y a-t-il pas suffisamment de grandes surfaces ? Ne peut-on pas injecter l'argent dans autre chose ? Les industriels gagnent plus que ce qu'ils ne pourront jamais dépenser. Il faudrait plafonner ces revenus devenus indécents.
- Anormal de ne pas savoir comment remplir son frigo le 10 du mois. L'écologie est loin de mes problèmes du quotidien. Je suis à un autre niveau. Lorsque l'on parle de fraude aux minima sociaux ils sont minimes et on a le droit à l'erreur quand il faut fournir multiple ma papiers en permanence.
- Sur les ronds points, pas de chômeurs, 80 % de retraités et personnes qui touchent entre 1500 et 2500. Pourquoi ? Immigration beaucoup discutée sur les ronds points.
- On retrouve dans ce débat les mêmes points de vues que sur les ronds points.